



Déclaration liminaire de l'UNSA Éducation

au CDEN 3 avril 2026

Madame la Préfète,
Monsieur le Président du Conseil départemental,
Monsieur le Directeur des Services de l'Éducation Nationale,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Si certains de nos collègues étaient en grève le 31 mars, et si d'autres ont soutenu la mobilisation depuis leur classe, c'est parce qu'ils portent une autre vision de l'École que celle imposée par la baisse des moyens. Cette politique est vécue, dans nos écoles comme dans nos établissements, comme une attaque directe contre le service public d'éducation et contre nos conditions de travail.

Cela fait directement écho aux plus de 53 000 répondants du baromètre 2025 de l'UNSA Éducation : à peine 6 % des personnels approuvent aujourd'hui les orientations ministérielles. Et pourtant, 90 % d'entre eux déclarent aimer leur métier. Mais ils ne sont plus que 73 % à se dire heureux de l'exercer, contre 81 % en 2018. Cette chute en dit long sur le malaise qui s'installe et sur l'urgence d'un changement de cap. Dans ce contexte, force est de constater que de plus en plus de collègues franchissent le pas et quittent l'Éducation nationale. Beaucoup d'autres n'ont d'autre choix que de solliciter une disponibilité ou de réduire leur temps de travail pour préserver un équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, au prix d'une baisse de revenus et d'un affaiblissement de leurs droits à la retraite.

En s'appuyant sur l'argument de la baisse de la démographie française, notre ministre fait clairement le choix de l'économie plutôt que celui de la qualité. Nous aurions pourtant souhaité des décisions cohérentes avec les déclarations affirmant que l'éducation constitue une priorité nationale.

Les investissements en recul ont des conséquences très concrètes sur le terrain : dégradation des conditions d'apprentissage pour les élèves, détérioration des conditions de travail pour les personnels, et une inclusion scolaire rendue toujours plus difficile, voire impossible.

Dans nos dernières déclarations, nous rappelions l'urgence :

- l'urgence à baisser les effectifs ;
- l'urgence à recruter ;
- l'urgence à créer des postes de remplaçants ;
- l'urgence à recruter des personnels spécialisés : Rased, PsyEN, Enseignants référents, enseignants supplémentaires ;
- l'urgence à recruter des personnels sur des missions sociales ou médicales ;
- l'urgence à recruter des personnels administratifs, d'encadrement, de direction eux aussi à bout de souffle.

Nous étions déjà loin des attentes, des besoins et des urgences du terrain, et nous nous en éloignons encore davantage. Avec les mesures envisagées visant à restreindre le temps partiel thérapeutique, la rupture entre les besoins réels des personnels et les décisions du ministère ne cesse de se creuser. Cette dérive prolongée fragilise encore un peu plus celles et ceux qui tiennent l'école au quotidien.

Pour l'UNSA Éducation

Catherine MASSET

Emmanuel FUSS